

Bernard DEROSIER

*Nord (2^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - [11 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil d'orientation de l'observatoire de l'emploi public [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Fonction publique - [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 143 visant à assurer la stricte compensation des charges engagées par les départements au titre du versement du revenu minimum d'insertion [2 août 2007]

Proposition de loi n° 207 relative au Comité des finances locales et modifiant le code général des collectivités territoriales [27 septembre 2007]

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome II : Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Fonction publique (n° 281) [11 octobre 2007]

Proposition de loi Constitutionnelle n° 290 relative à l'article 39 de la Constitution et à la priorité reconnue au Sénat en matière de projet de loi relatif à l'organisation des collectivités territoriales [16 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mise en application de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [22 juillet 2008] (n° 1089)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Etat. Décentralisation. Conséquences, finances, collectivités territoriales [20 novembre 2007] (p. 4362)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 180, posée le 8 avril 2008. Etrangers. Titres de séjour (J.O. Questions p. 2905). Appelée le 8 avril 2008. Délivrance, jeunes majeurs isolés, réglementation (p. 1364)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Demande une réponse à sa question sur l'organisation de la sécurité civile dans le cas d'une éventuelle pandémie grippale [30 octobre 2007] (p. 3590)

DÉBATS

Déclaration du Gouvernement n° 73 présentée par M. Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, sur le débat d'orientation budgétaire pour 2008 et débat sur cette déclaration

[16 juillet 2007] (p. 2008)

Son intervention (p. 2031)

Thèmes :

Collectivités territoriales : carte scolaire (p. 2032)

Collectivités territoriales : dépenses : endettement (p. 2031 et s.)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 2031)

Collectivités territoriales : libre administration (p. 2031)

Collectivités territoriales : transferts de compétences : compensations financières (p. 2032)

Emploi : contrats aidés (p. 2032)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : collectivités territoriales (p. 2031)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : finances publiques (p. 2031)

Politique sociale : inégalités (p. 2032)

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Son intervention (p. 2621)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 2621)

Collectivités territoriales : simplifications administratives (p. 2622)

Justice : Conseil d'Etat : études (p. 2622)

Justice : procédures : visioconférence (p. 2623)

Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 2622)

Lois : projet de loi : communication (p. 2623)

Marchés publics : simplifications administratives (p. 2622)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : démission (p. 2622)

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)*Article 7 (allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales)*

Ses amendements n° 9 et 10 (p. 2629 et s.)

Après l'article 7

Son amendement n° 11 (intervention des établissements publics de coopération intercommunale pour le maintien ou la création de services en milieu rural) : adopté (p. 2631)

Article 9 (possibilité pour les communes d'accorder une autorisation d'occupation ou d'utilisation de leur domaine public à titre gratuit pour des activités non commerciales)

Son amendement n° 12 : adopté après rectification (p. 2632)

Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires)

Son amendement n° 13 (de suppression) (p. 2632)

Article 12 (suppléance du procureur de la République de Saint-Pierre-et-Miquelon et du président du tribunal de première instance de Mata-Utu)

Son amendement n° 14 (de suppression) (p. 2633)

Article 14 (compensation financière)

Intervient sur l'adt n° 16 du Gouvernement (de suppression) (p. 2634)

Ses explications de vote (p. 2635)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2635)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Son intervention (p. 5163)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives (p. 5163)

Coopération intercommunale : syndicats mixtes : schémas de cohérence territoriale (p. 5164)

Justice : visioconférence (p. 5164)

Lois : codification : ordonnances (p. 5164)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)*Article 4 bis (acte de notoriété)*

Son intervention (p. 5170)

Après l'article 7 bis

Son amendement n° 1 (élaboration d'un schéma de cohérence territoriale par un syndicat mixte ouvert) : rejeté (p. 5170)

Article 7 quater (délégation de signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire et des déclarations d'utilisation des sols)

Son amendement n° 4 (p. 5170)

Article 10 ter (possibilité pour le conseil municipal de se réunir dans un lieu autre que la mairie)

Son amendement n° 7 (p. 5171)

Après l'article 10 ter

Intervient sur l'adt n° 6 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (possibilité pour les présidents des conseils généraux et des conseils régionaux de bénéficier d'une délégation générale pour ester en justice au nom de leurs collectivités) (p. 5172)

Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires)

Son intervention (p. 5172)

Article 16 (dispositions relatives à l'outre-mer)

Son amendement n° 5 (p. 5173)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5173)

Ses explications de vote (p. 5173)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5174)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES
HUMAINES**

Examen du fascicule [16 novembre 2007] (p. 4307)

Son intervention (p. 4309)

Thèmes avant la procédure des questions :

Fonctionnaires et agents publics : heures supplémentaires (p. 4309)

Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 4309)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 4309)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4309)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 4309)

Fonctionnaires et agents publics : traitement (p. 4309)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 73) :

- Réunion de la commission des finances du 8 novembre 2007

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 80)

Thèmes :

Finances publiques : questionnaires budgétaires (p. 81)

Fonctionnaires et agents publics : heures supplémentaires (p. 81)

Fonctionnaires et agents publics : mutuelles (p. 81)

Fonctionnaires et agents publics : oeuvres sociales (p. 81)

Fonctionnaires et agents publics : carrière : formation continue (p. 81)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 80 et s.)

Fonctionnaires et agents publics : rémunération au mérite (p. 81)

Fonctionnaires et agents publics : traitement : négociation (p. 80 et s.)

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3513)

Son intervention (p. 3517)

Thèmes avant la procédure des questions :

Collectivités territoriales : autonomie financière (p. 3517)

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat : croissance (p. 3517)

Impôts locaux : taxe professionnelle (p. 3517)

Politique sociale : départements (p. 3517)

Politique sociale : revenu minimum d'insertion (RMI) : compensations financières (p. 3517)

SÉCURITÉ CIVILE

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Son intervention (p. 3585)

Son rappel au règlement (cf supra) [30 octobre 2007] (p. 3590)

Thèmes avant la procédure des questions :

Coopération intercommunale : services départementaux d'incendie et de secours (p. 3586)

Santé : épidémies : sécurité civile (p. 3586)

Santé : urgences : organisation (p. 3586)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : victimes (p. 3585)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 3585)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 690)

Thèmes :

Coopération intercommunale : établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : parité (p. 692)

Elections et référendums : cumul des mandats : parlementaires (p. 691)

Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 691)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 690)

Elections et référendums : élections sénatoriales : parité (p. 692)

Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 692)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)

Après l'article unique

Son amendement n° 1 (loi applicable à partir du 1er janvier 2009) (p. 695) : rejeté (p. 696)

Explications de vote et vote [5 février 2008] (p. 696)

Ses explications de vote (p. 696)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 696)

Projet de loi n° 742 portant modification de dispositions relatives à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 avril 2008] (p. 1500)

Son intervention (p. 1504)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail (p. 1504)

Etat : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1505)

Finances publiques : comptabilité publique : amendes (p. 1504)

Finances publiques : comptabilité publique : réforme (p. 1504)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 1504)

Justice : Cour des comptes : procédures (p. 1504)

Justice : délais : Cour des comptes (p. 1504)

Organisations internationales : Cour européenne des droits de l'homme : jurisprudence (p. 1504)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 1504)

Explications de vote et vote [10 avril 2008] (p. 1517)

Ses explications de vote (p. 1517)

Abstention du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 1517)

Débat sur la révision générale des politiques publiques

[17 avril 2008] (p. 1701, 1728)

Son intervention (p. 1718)

Thèmes :

Collectivités territoriales (p. 1718 et s.)

Collectivités territoriales : décentralisation (p. 1719)

Etat : réforme : Révision générale des politiques publiques (RGPP) (p. 1718 et s.)

Fonction publique de l'Etat : réforme : coût (p. 1718)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 1718)

Fonctionnaires et agents publics : statut général (p. 1719)

Impôts locaux : réforme (p. 1719)

Secteur public : services publics (p. 1718 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2285)

Thèmes :

Assemblée nationale : dissolution (p. 2286)

Constitution : révision : modernisation (p. 2285)

Etat : Gouvernement : responsabilité (p. 2285)

Parlement : prérogatives (p. 2285)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2285)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 274 de M. Arnaud Montebourg (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379)

Article 3 (composition du Gouvernement)

Son intervention (p. 2383)

Son amendement n° 277 (de suppression) (p. 2385) : adopté (p. 2387)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 288 (p. 2525)

Après l'article 13

Son amendement n° 516 (constitutionnalisation de l'état d'urgence) (p. 2574) : rejeté (p. 2575)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 336 (p. 2613)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Ses amendements n° 494 et 493 (p. 2644 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son amendement n° 501 (p. 2670)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 249 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4447)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Son amendement n° 270 (p. 4481)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Ses amendements n°s 278 et 285 (p. 4489 et s.)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 288 (p. 4496)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 33

Son amendement n° 851 (p. 3201) : retiré (p. 3202)

Déclaration du Gouvernement n° 1061 sur le débat d'orientation des finances publiques pour 2009

[15 juillet 2008] (p. 4519, 4551)

Son intervention (p. 4546)

Thèmes :

Collectivités territoriales : dotations de l'Etat (p. 4546)

Collectivités territoriales : libre administration : autonomie financière (p. 4546)

Collectivités territoriales : transferts de compétences (p. 4546)

Fonctionnaires et agents publics : effectifs (p. 4546)

Impôts locaux : réforme (p. 4546)